

Plaidoyer contre la répression policière

FRANCIS DUPUIS-DÉRI (DIR.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2013, 280 pages

Nicolas Bourdon

Volume 8, numéro 1, automne 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/70639ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bourdon, N. (2013). Compte rendu de [Plaidoyer contre la répression policière / FRANCIS DUPUIS-DÉRI (DIR.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2013, 280 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 8(1), 5–5.

PLAIDOYER CONTRE LA RÉPRESSION POLICIÈRE

Nicolas Bourdon

Professeur de littérature, collège Bois-de-Boulogne

FRANCIS DUPUIS-DÉRI (DIR.)
**À QUI LA RUE? RÉPRESSION
POLICIÈRE ET MOUVEMENTS
SOCIAUX**
Montréal, Écosociété, 2013,
280 pages

Dupuis-Déri, professeur de sciences politiques à l'UQAM, est très critique envers la commission publique mise sur pied par le Parti québécois pour faire la lumière sur le printemps étudiant. Dans un article publié dans *Le Devoir* du 10 mai 2013, il estime que la commission se résume à un exercice bidon, car elle ne pourra pas contraindre des témoins – la fraternité des policiers a déjà déclaré qu'elle ne participerait pas – et parce que Serge Ménard, son président, a affiché des préjugés très favorables envers les policiers, notamment lorsqu'il était ministre de la Sécurité publique au moment du sommet des Amériques en 2001. De l'avis de l'auteur, le gouvernement vient de manquer une belle occasion d'enquêter sur la répression policière qui a sévi au printemps 2012.

À qui la rue?, l'ouvrage de Dupuis-Déri et de ses collaborateurs, se présente comme une dénonciation de la brutalité policière. La thèse centrale des auteurs réside dans le fait que la police opère une distinction entre les bons et les mauvais manifestants; c'est cet a priori qui détermine selon eux la nature de l'intervention policière bien davantage que les actes posés par les manifestants. Les exemples abondent pour prouver la véracité de cette observation; le moindre n'est pas celui du tristement célèbre matricule 728 qui a procédé à l'arrestation de citoyens en arguant qu'ils étaient des «gratteux de guitare» et des «carrés rouges». À l'inverse, Dupuis-Déri fait part de son implication lors dans la grève des professeurs de l'UQAM à l'hiver 2009 qui a duré sept semaines; les professeurs ont commis nombre d'actes illégaux, dont le blocage des portes d'entrée de l'université, mais ils n'ont jamais été inquiétés par la police qui est toujours demeurée courtoise envers eux. À peu près à la même époque, les salariés du *Journal de Montréal* étaient en lockout et organisaient des actions d'éclat: ils ont entre autres occupé le siège social de la Caisse de dépôt et ont perturbé la livraison du journal, mais ils n'ont été l'objet d'aucune arrestation. Dupuis-Déri en conclut que «l'identité sociale des contestataires semble avoir une influence importante, car les policiers ne répriment pas toujours en fonction de ce qui est fait, mais de qui le fait».

Les corps policiers entretiennent une vision binaire des manifestants: les bons

manifestants sont des salariés, généralement des pères ou des mères de famille, ils militent en faveur d'une cause ciblée (il s'agit souvent de revendications salariales) et ils ne remettent pas en cause les fondements politiques de leur société. Les mauvais manifestants sont le plus souvent jeunes, ils sont de toutes les manifestations, leur critique s'attaque au système politique pris dans son ensemble et souvent

Les mauvais manifestants sont le plus souvent jeunes, ils sont de toutes les manifestations, leur critique s'attaque au système politique pris dans son ensemble et souvent elle n'épargne pas la police! À ce titre, le printemps étudiant de 2012 dépassait les simples revendications pour la gratuité scolaire ou à tout le moins pour le gel des frais de scolarité, il se voulait, pour certains manifestants, un appel à un changement profond des structures politiques.

elle n'épargne pas la police! À ce titre, le printemps étudiant de 2012 dépassait les simples revendications pour la gratuité scolaire ou à tout le moins pour le gel des frais de scolarité, il se voulait, pour certains manifestants, un appel à un changement profond des structures politiques. Un des nombreux slogans vus lors d'une manifestation disait d'ailleurs: «On vous dérange? On veut juste changer le Québec.» Plus profondément, le manifeste de la Classe, *Nous sommes avenir*, publié le 12 juillet 2012, à la veille des élections générales québécoises, remettait en question la démocratie représentative:

Leur vision, leur démocratie, ils et elles la disent représentative: on se demande bien qui elle représente. Elle ne se vit qu'une fois tous les quatre ans et ne sert trop souvent qu'à changer les visages. Élection après élection, les décisions restent les mêmes et servent les mêmes intérêts, préférant les doux murmures des lobbys au tintamarre des casseroles.

On peut sourciller à la lecture de ces propos qui rappellent le slogan «Élections, piège à cons» de mai 68, et qui ont pu avoir pour effet de décourager certains jeunes d'aller voter, il n'en reste pas moins qu'une société démocratique devrait permettre à toutes les tendances idéologiques de s'exprimer, mais durant le printemps étudiant, les forces policières et le gouvernement Charest ne

À qui la rue ?

Répression policière et mouvements sociaux



écosociété

semblaient pas avoir entendu parler de cette noble maxime qu'on a longtemps attribuée à Voltaire: «Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï pour que vous vous ayez le droit de le dire.»

Dupuis-Déri consacre un chapitre entier à la crise étudiante; il observe que des manifestations tout à fait pacifiques ont été violemment réprimées par la police. Il en est ainsi du 30 avril 2012 à Québec où la police a arrêté une centaine de féministes qui participaient à une manifestation tout à fait paisible. Le 10 juin 2012, lors de la course de la FI une trentaine de personnes ont été fouillées et arrêtées sur l'île Sainte-Hélène, car elles portaient «un signe révolutionnaire» aux dires d'un policier. Lorsque le mouvement de contestation populaire a repris de la vigueur à l'hiver 2013, la police s'est montrée particulièrement intolérante. Les manifestations se sont soldées par des centaines d'arrestations et certaines ne purent tout simplement pas avoir lieu: il en est ainsi de la traditionnelle manifestation du 15 mars contre la brutalité policière où la police a chargé la foule avant même que l'événement n'ait débuté, idem pour la manifestation du 22 mars 2013 organisée par l'ASSÉ: elle a été interrompue très rapidement par les policiers qui ont procédé à 300 arrestations.

Dupuis-Déri conclut que la répression politique n'est pas l'apanage des régimes totalitaires; elle a pu être observée dans une société libérale comme le Québec et le mérite de son ouvrage est d'avoir analysé l'action de la police en l'englobant dans un cadre politique plus large. Il est bien évident que l'attitude du premier ministre qui n'avait que de bons mots pour le travail de la police, les déclarations incendiaires de certains de ses ministres – dont Christine St-Pierre pour qui le carré rouge était un symbole de «violence» et «d'intimidation» – et de commentateurs très médiatisés pour qui les contestations étudiantes se résument à du chaos et à de la violence, ont conforté les policiers dans l'idée qu'ils agissaient pour le bien commun en réprimant brutalement un mouvement social. ♦